

L'Intersectionn**EL·LES**



DANS CE NUMÉRO

- 1 Mot de la vice-présidente
- 2 Réforme du droit de la famille
- 2 Tribunal spécialisé violence sexuelle
- 2 Les femmes sont absentes de la relance post-pandémique
- 2 Pandémie et santé sexuelle des femmes
- 3 À l'internationale : équité salariale dans le sport
- 3 Iniquités salariales persistantes
- 3 Dangers environnementaux et droits de la personne
- 3 Violence conjugale
- 3 Rayonnement
- 4 Solidarité féministe internationale avec les femmes et le peuple d'Afghanistan
- 4 À l'écoute
- 4 Nos collaboratrices
- 4 Coin lecture
- 5 À ne pas manquer...

Mot de la vice-présidente

En 1992, le gouvernement du Canada a proclamé octobre le Mois de l'histoire des femmes. Cette année, le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres souhaite souligner l'apport des femmes dans la société actuelle avec le thème Les femmes qui marquent l'histoire aujourd'hui. Plusieurs femmes ont ouvert le chemin afin que d'autres puissent se démarquer aujourd'hui. Ces pionnières sont des incontournables de l'histoire des femmes au Canada. Pour en apprendre davantage sur elles, je vous invite à consulter [la chronologie des événements marquants de l'histoire des femmes canadiennes](#).

Malgré ces gains, il ne faut tout de même pas oublier que les femmes vivent toujours de la discrimination basée sur leur sexe et leur genre. Que ce soit face aux impacts de la pandémie, de la violence conjugale ou de la place des femmes dans les instances, il y a encore beaucoup de chemin à faire afin d'arriver à une réelle égalité de fait.

En ce sens, il est important de souligner la Journée de commémoration des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées, le 4 octobre. La dernière année a exposé à l'ensemble de la population québécoise la discrimination systémique vécue par les femmes autochtones. Cette discrimination n'est pas nouvelle; ces femmes sont, par exemple, les dernières à avoir le droit de vote au Québec en 1969. L'ouverture au dialogue avec les peuples autochtones est importante pour comprendre cette discrimination et agir en tant qu'alliée afin d'éviter que de tels événements se perpétuent.

Tout au long du mois d'octobre, le SPGQ diffusera des capsules historiques sur sa [page Facebook](#). Je vous invite à les consulter et à les diffuser.

Jessica Bourque

Deuxième vice-présidente ■

Réforme du droit de la famille

C'est à partir de cet automne que le ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, entamera les premières [réformes du droit de la famille](#). Dans cette première partie, il sera question du droit de filiation entourant les mères porteuses. Le ministre reconnaît qu'il doit établir un cadre clair au bénéfice de l'enfant dans ce genre de situation puisqu'actuellement les contrats entre les futurs parents et la mère porteuse n'ont aucune valeur juridique, alors qu'ils sont reconnus dans d'autres provinces du Canada. Un deuxième volet sur la conjugalité sera déposé subséquemment. ▀

Tribunal spécialisé violence sexuelle

Le ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, a déposé à la mi-septembre le [projet de loi 92](#) visant à créer un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Ce projet de loi était une recommandation du comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale. Le ministre a profité de l'occasion pour signaler que « près d'un crime contre la personne sur trois est commis dans un contexte de violence conjugale [et] que 8 agressions sexuelles sur 10 au Canada ne sont pas déclarées à la police ». Avec ses partenaires, le SPGQ suivra de près les travaux entourant la création de ce tribunal. ▀

Les femmes sont absentes de la relance post-pandémique

Les femmes sont plus touchées que les hommes par la pandémie, que ce soit d'un point de vue économique ou social. En ce sens, il serait juste de croire qu'elles sont impliquées dans les prises de décision entourant la gestion de la pandémie et de la relance post-COVID. Malheureusement, selon une étude du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), [les femmes sont toujours sous-représentées dans les différents groupes de travail en lien avec la pandémie](#). Selon l'organisation, seulement 6 % des groupes de travail respecteraient la parité femmes-hommes. Les femmes sont, pour leur part, cantonnées dans des postes responsables des questions féminines, de la santé et de l'éducation. ▀

Pandémie et santé sexuelle des femmes

Le Centre interdisciplinaire de développement international en santé (CIDIS) de l'Université de Sherbrooke a observé des [reculs importants en matière de santé sexuelle et reproductive des femmes](#). De plus, il y a eu une forte augmentation de la violence sexuelle envers les femmes et les enfants. À titre d'exemple, ce serait plus de 47 millions de femmes qui n'auraient pas eu accès à des contraceptifs, le nombre de grossesses précoces aurait augmenté au point de devenir la plus grande cause globale de mortalité chez les jeunes filles de 15 à 19 ans et l'avortement aurait été jugé non essentiel par plusieurs pays dans le monde. Le CIDIS espère que la communauté internationale se mobilisera afin que ces enjeux deviennent une priorité. ▀



À l'internationale : équité salariale dans le sport

La [Fédération américaine de soccer vient d'établir l'équité salariale](#) entre les femmes et les hommes en offrant le même contrat aux joueuses et aux joueurs de soccer. Cette nouvelle entente fait en sorte que les joueuses et les joueurs seront les mieux payés de toutes les équipes nationales dans le monde. Une décision similaire a aussi été prise début septembre par la [Confédération brésilienne de soccer qui a aussi octroyé l'équité salariale à ses joueuses.](#) ■

Iniquités salariales persistantes

Vingt-cinq ans après l'adoption de la *Loi sur l'équité salariale*, les [iniquités persistent](#) toujours et les femmes sont les premières à les subir. Le secteur public n'est pas épargné puisque d'importantes iniquités salariales subsistent entre des postes de nature similaire occupés dans des secteurs d'activité traditionnellement masculins et féminins. À cet égard, le SPGQ calcule un écart d'au moins 12 000 \$ par année entre les rémunérations à Hydro-Québec (organisation masculine) et celles offertes dans des organisations plus féminines, comme Revenu Québec, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Bibliothèque et Archives nationales du Québec, le Musée de la civilisation et le Musée des beaux-arts du Québec. Le SPGQ exige donc que le gouvernement québécois modifie la *Loi sur l'équité salariale* pour inclure l'obligation de comparer les salaires entre les employeurs d'un même secteur d'activité ainsi qu'entre les secteurs. ■

Dangers environnementaux et droits de la personne

Changements climatiques, crise environnementale, dérèglement climatique sont tous des synonymes pour parler des [dangers climatiques](#) qui menacent l'exercice des droits de la personne. «*Les crises interdépendantes liées à la pollution, aux changements climatiques et à la biodiversité multiplient les dangers, amplifiant les conflits, les tensions et les inégalités structurelles, et rendant les gens de plus en plus vulnérables*», a déclaré Michelle Bachelet, haute-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme. Les perturbations climatiques ponctuent les quotidiens de millions d'humains. Encore une fois, cela démontre que l'importance de lutter contre la crise environnementale est une priorité. ■

Violence conjugale

S.O.S violence conjugale a développé un outil dynamique afin notamment d'évaluer si votre relation est marquée par de la violence. [C'est pas violent : une campagne de sensibilisation interactive](#) offre des questionnaires interactifs, des outils promotionnels, des témoignages, etc. N'hésitez pas à consulter cet outil et à le partager dans vos réseaux. ■

Rayonnement

Invitée par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), Émilie Beauchesne, conseillère à la vie syndicale au SPGQ, a participé à une discussion sur [l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la conciliation vie travail-famille](#), le 14 septembre dernier. La discussion a également été alimentée par Gabrielle Pitre, représentante du Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec et responsable du projet Conciliation Emploi-famille visant l'amélioration des pratiques de conciliation au sein des organismes communautaires de la Montérégie, et Julie Bélanger, conseillère principale, développement organisationnel et expérience employé, ressources humaines et communications au Mouvement Desjardins. Encore une fois, le SPGQ a démontré son expertise en matière de conciliation travail-famille-vie personnelle. ■



Solidarité féministe internationale avec les femmes et le peuple d'Afghanistan

Les femmes de la [Marche mondiale des Femmes](#) réaffirment leur opposition à toutes les formes de violence et d'actes terroristes commis dans le monde, y compris les pratiques de pays telles que les guerres dites humanitaires ou de faibles intensités, leurs attaques contre la démocratie et la souveraineté des peuples, les blocus économiques, les occupations colonialistes, les politiques sionistes, l'oppression raciste et patriarcale. Comme membre de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF), le SPGQ est solidaire des femmes afghanes. ■

À l'écoute

Alors que la Loi sur l'équité salariale fédérale entre en vigueur au Canada, les employeurs qui comptent dix employé-e-s ou plus auront trois ans pour élaborer et mettre en œuvre leur plan proactif d'équité salariale. La commissaire à l'équité salariale sera responsable de l'exécution et de l'application de la Loi et de son règlement.

Le Québec s'est doté de la sienne depuis 1996. [Pénélope McQuade s'entretient avec trois femmes qui ont fait beaucoup pour cette cause](#) : Louise Harel, qui a porté cette loi au Québec, Monique Jérôme-Forget, qui l'a mise en application, et Marie-Thérèse Chicha, qui a participé à son élaboration, ainsi qu'à celle du fédéral. ■

Nos collaboratrices



Jessica Bourque
deuxième vice-présidente



Émilie Beauchesne
conseillère à la vie syndicale



Janie Beaupré-Quenneville
conseillère à la vie syndicale



Isabel Bélanger
adjointe administrative

Coin lecture

L'écoféminisme est une pensée politique et philosophique du XXI^e siècle, un idéal entre action et politique qui fait naître des pratiques créatives et expérimentales pour transformer le monde. Théorisé dès 1972, le concept reprend de l'intérêt auprès des mouvements sociaux (féministes et écologistes) et politiques. Pour approfondir le sujet, l'équipe de la vie syndicale vous suggère le livre [Le féminisme ou la mort](#). Bonne lecture! ■



À ne pas manquer...

OCTOBRE

Mois de l'histoire des femmes

En 1992, le gouvernement du Canada a désigné octobre Mois de l'histoire des femmes. C'est l'occasion de célébrer les réalisations des femmes au Canada.

15

OCTOBRE

La nuit des sans-abri, 32^e édition

La Nuit des sans-abri est un mouvement de solidarité dans plus de 40 villes du Québec qui vise à sensibiliser la population à la réalité des personnes sans-abri. Chaque troisième vendredi d'octobre, la Nuit s'organise autour d'une vigile de solidarité nocturne et d'un brasero. Elle est bien évidemment ponctuée d'animations de toutes sortes (musique, poésie, repas, etc.). Dans quelques villes, elle se termine au petit matin par le «*Déjeuner des braves*».

17

OCTOBRE

Marche mondiale des femmes

18

OCTOBRE

Journée de l'affaire «*personne*»

Le 18 octobre est la Journée de l'affaire «*personne*» au Canada. Ce jour-là, en 1929, le plus haut tribunal d'appel du Canada a rendu une décision historique : les femmes seraient désormais incluses dans la définition du mot «*personne*» au sens de la loi. C'est ainsi que les femmes ont obtenu le droit de siéger au Sénat, ce qui a mené à une participation féminine grandissante à la vie publique et politique. Bien que cette décision n'inclue pas toutes les femmes, notamment les femmes autochtones et les femmes d'origine et de descendance asiatique, elle marque une avancée importante dans la progression vers l'égalité des genres au Canada.

18

OCTOBRE

AU

24

OCTOBRE

Semaine québécoise des rencontres interculturelles

La Semaine québécoise des rencontres interculturelles propose chaque année de mettre en valeur la contribution importante des Québécoises et des Québécois de toutes origines à la prospérité du Québec. Elle vise également à encourager le dialogue, le rapprochement interculturel et à faire valoir l'apport positif de l'immigration et de la diversité.

1^{ère}

**SEMAINE DE
NOVEMBRE**

La semaine nationale des proches aidants se tient la première semaine du mois de novembre.

11

NOVEMBRE

Jour du Souvenir

4

NOVEMBRE

AU

25

NOVEMBRE

Formation «*femmes et syndicats*»

L'histoire du syndicalisme au Québec, comme toutes les autres histoires, éprouve de la difficulté à mettre en évidence l'apport des femmes, le rôle qu'elles y ont joué. Cette journée de formation se veut une tentative pour sortir de l'ombre ces militantes du passé et rappeler l'importance de l'implication des femmes au sein de leur organisation syndicale. Pour vous inscrire, allez sur [SPGQ en direct](#).